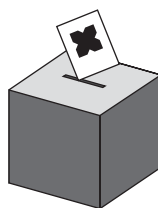


AKTUELL

ÉLECTIONS COMMUNALES

Baromètre démocratique

Luc Caregari

 Gemengewahlen
2017


Chaque élection comporte son lot de couacs et de dérapages. Les communales d'octobre ne sont pas à l'abri desdits dérapages - ce qui en dit long sur notre culture démocratique.

Le couac le plus grave et le plus remarqué sur la route vers les communales est sûrement l'exclusion du KPL et des Pirates des tables rondes électorales organisées par la radio socio-culturelle 100,7 et RTL. Confirmée jeudi après-midi par un communiqué officiel du Service information et presse (SIP) du gouvernement, cette mise au ban de deux partis ayant une vision nationale - contrairement à d'autres petits partis qui ne se présentent que pour défendre des intérêts relatifs à leur commune - a fait couler beaucoup d'encre. La cause de cette décision prise par le SIP ? Une nouvelle règle qui ne donne l'accès qu'aux partis présentant des listes complètes dans assez de communes pour arriver à une représentativité d'un quart de la population. Pour les élections communales de 2011, une règle additionnelle voulait que le nombre d'habitants soit divisé par le nombre de candidats présentés au niveau national pour calculer la représentativité. Celle-ci a donc été abolie. Et même si le SIP a informé tous les partis de ces nouvelles règles, le KPL et les Pirates ont été mis devant le fait accompli. Certes, les règles sont là pour être respectées ; toujours est-il que ce choix laisse un goût amer.

Et en parlant d'amertume : l'ADR de la capitale s'est retrouvé aussi dans un tourbillon médiatique à cause d'une de ses candidates. Christiane Kies - qui en 2011 était sur la liste Déi Lénk - était déjà connue avant sa nomination pour des publications douteuses sur les réseaux sociaux. Incitations à la haine contre les musulmans, mystifications chrétiennes, visions d'apocalypse - les posts de la candidate laissent aussi bien entrevoir son racisme que douter de sa santé mentale. Si on peut certes critiquer certains médias qui ont tiré sur cette ambulance avec empressement, le vrai blâme devrait aller à l'ADR, qui ne se soucie pas trop de qui il met sur ses listes. Entre-temps, Christiane

Kies et le parti se sont séparés - mais vu qu'il est trop tard pour la retirer de la liste, elle y reste en tant que « candidate indépendante ».

Bourrasque plutôt que tempête

Toujours dans la capitale, la tête de liste du CSV Serge Wilmes en a aussi pris pour son grade : une affiche le montrant derrière un graffiti sur un des murs de l'abattoir de Hollerich a déclenché l'ire de l'artiste, qui a engagé un avocat pour se défendre face aux conservateurs. Un litige difficile, car sans précédent dans la jurisprudence luxembourgeoise. Mais peut-être que ce conflit aura ça de bon : régler la question du droit d'auteur dans l'espace public. Et à propos de public : un débat organisé par le magazine Paperjam avec quatre candidats seulement (DP, Verts, LSAP et CSV) a aussi fait le buzz dans les réseaux sociaux. Non pas parce que le magazine aurait omis de faire appel aux petits partis, mais parce que la participation coûtait 250 euros - sauf si vous étiez résident de Luxembourg-ville ou membre du très select club de la maison-mère de la publication. Une vraie contribution à la démocratie donc.

Finalement, un autre conflit a éclaté dans la commune de Rambrouch. Là, ce sont le CSV et le LSAP qui s'opposent à couteaux tirés. La raison en est la radiation de la liste des socialistes de la candidate Laurence Depienne. Selon le bourgmestre CSV Antoine Rodesch, cette dernière n'aurait pas le droit de figurer sur la liste parce qu'elle n'habiterait pas la commune, mais Arlon en Belgique. Sauf que l'édile conservateur n'y est pas allé de façon délicate et a retiré la candidate sans avertir ni elle ni son parti, et sans lui donner une chance de s'expliquer. Le LSAP a entre-temps déposé une plainte.

Ainsi, prises dans leur ensemble, ces élections montrent bel et bien que la culture démocratique luxembourgeoise n'est pas à l'abri de dysfonctionnements - le baromètre n'indique pas vraiment une tempête dévastatrice, mais une légère bourrasque qui devrait faire réfléchir.

SHORT NEWS

Quand la Turquie appelle à arrêter des terroristes...

(rg) - Depuis que, le 3 août, le journaliste turco-suédois Hamza Yalçın a été arrêté à l'aéroport de Barcelone en application d'un mandat d'arrêt international émis à la demande de la Turquie, la grogne envers les autorités espagnoles va croissant. Le mandat d'arrêt accuse le journaliste d'avoir entre autres insulté le président turc Erdogan et d'être lié à un groupe d'extrême gauche illégal. Le député CSV Laurent Mosar avait alors réagi par une question parlementaire au ministre des Affaires étrangères et européennes pour connaître « la pratique luxembourgeoise relative à des mandats d'arrêt internationaux émis par la Turquie contre des journalistes turcs ». Dans sa réponse, Jean Asselborn explique que « le Luxembourg n'a connu qu'une seule demande d'extradition à l'égard d'une journaliste de nationalité turque, et ce au courant de l'année 2006. La Chambre du conseil a émis un avis négatif de sorte que le ministre de la Justice a dès lors refusé la demande d'extradition turque ». Ce que n'explique cependant pas le ministre, c'est qu'à l'époque, entre le jour de l'arrestation de Zubeyde Ersöz en cellule d'isolation (!) à Schrassig et son jour de libération trois mois et demi se sont écoulés. Elle avait été incarcérée au moment même où elle voulait déposer sa demande d'asile politique - suite à un mandat d'arrêt turc qui lui reprochait d'être une terroriste. Qui sait ce qui se serait passé si son cas n'avait pas été rendu public à l'époque par le woxx, et qu'à la suite il n'y avait pas eu création d'un comité de soutien venant en aide à la journaliste kurde tellement désespérée qu'elle avait même entamé une grève de la faim ?

G20-Gipfel: Ein klares Jein

(lc) - Dass die deutschen Sicherheitsbehörden beim G-20 Gipfel Anfang Juli in Hamburg etwas übertrieben haben, ist weithin bekannt: Grundlose Streichungen von Akkreditierungen, drakonische Strafen für mutmaßliche Randalierer und unbestraft gebliebene Polizeibrutalität haben einen bitteren Nachgeschmack hinterlassen. Nun zeigt sich, dass auch die luxemburgischen Behörden sich im Voraus mit ihren Kollegen vom BKA über sogenannte „Linksextremisten“ ausgetauscht haben - das geht aus einer Antwort auf eine parlamentarische Frage des linken Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko hervor. Sein luxemburgischer Kollege David Wagner wollte wissen, wie die Zusammenarbeit aussah, und erhielt von Polizeiminister Etienne Schneider eine etwas verstörende Auskunft: Zwar gibt Schneider zu, dass das BKA mit Luxemburg Personendaten ausgetauscht und eine gemeinsame Grenzkontrolle betrieben hat, doch lässt diese Auskunft im Unklaren, aus welchem Fundus die Daten stammen. Der Minister erklärt entschieden, dass weder der Geheimdienst (Srel) noch das HCPN (Haut Commissariat à la protection nationale) Personendaten erheben oder austauschen würden. Des Weiteren behauptet Schneider allen Ernstes, dass „politische Betätigung in Luxemburg von keiner Behörde erfasst wird“. Wenn dem so ist, dann kann die Regierung ja getrost auch die Srel-Archive der Öffentlichkeit zugänglich machen.

Otan et résistance balte : frères de sang ?

(lm) - L'Otan a-t-elle glorifié des nazis en produisant une vidéo YouTube consacrée à la résistance balte contre l'Union soviétique, comme l'a fait entendre le gouvernement russe ? À une question parlementaire à ce sujet, Etienne Schneider a répondu en assurant que le film « Forest Brothers » avait été élaboré en respectant « les règles éthiques (objectivité, recherches, vérification des sources, e.a.) ». Le ministre chargé des affaires militaires estime qu'« il est regrettable que ce film ait été interprété comme un affront à la Russie » et assure que « l'Otan ne cherche ni la confrontation, ni l'escalade avec la Russie ». En fait, les propagandistes de l'Otan présentent les partisans comme des précurseurs des forces spéciales baltes, mais occultent le fait qu'une partie de ces résistants avait auparavant combattu dans les armées nazies. L'histoire de cette guérilla, instrumentalisée par les Allemands en 1944 et par les Occidentaux au début de la guerre froide, abandonnant la lutte pendant les années 1950, est moins glorieuse que tragique. Tragique aussi le fait que le gouvernement russe, par la manière dont il réagit à cette vidéo, se pose en héritier d'une des périodes les plus noires de l'histoire nationale, à savoir la répression brutale de toute opposition par le régime stalinien.